

LA COEXISTENCE PACIFIQUE, L'IDÉOLOGIE ET LE DIALOGUE

Adam Schaff

Dans une situation politique qu'il est aujourd'hui convenu de désigner sous le nom de coexistence pacifique, il est incontestable que le problème des différences idéologiques et des confrontations d'idéologies se propose actuellement au premier rang dans les rapports entre pays aux systèmes politiques et économiques différents. L'élimination de la guerre en tant que mode de réalisation de la politique étrangère signifie-t-elle la suppression simultanée des différences idéologiques existant entre les pays partisans de la politique de la coexistence pacifique? Et si la coexistence pacifique ne signifie pas la suppression automatique de ces différences, la coexistence pacifique n'est-elle pas également possible dans le domaine de l'idéologie? Quels sont les arguments de ceux qui formulent un postulat dans ce sens, quelles sont par contre les raisons de ceux qui nient ardemment la possibilité de sa réalisation?

En rejetant la conception de la coexistence pacifique dans le domaine de l'idéologie, conteste-t-on de ce fait la possibilité d'une action, quelle qu'elle soit, de la politique de coexistence pacifique sur le plan de l'idéologie? Quelle est la signification qu'attribuent au postulat du dialogue ceux qui contestent une telle action et ceux qui admettent son existence? Quelle signification idéologique et politique le postulat du dialogue possède-t-il, et dans quel sens faut-il prendre cette conception?

Voilà quelques-unes des questions que le problème qui nous intéresse fait surgir. J'ai déjà exposé certaines d'entre elles dans les colonnes de *Comprendre* (voir n. 25, pp. 9-16). Je les reprends ac-

tuellement, en me proposant de les saisir dans un autre contexte afin d'en montrer les nouveaux aspects.

Comme dans chaque cas où l'on traite de problèmes compliqués et de surcroît équivoques, il est opportun de commencer par procéder à l'analyse sémantique des expressions employées. Il va de soi qu'une telle analyse n'écarte nullement le différent, qu'elle ne permet même pas de surmonter l'équivocité des mots, mais du moins indique-t-elle dans quelle acception l'auteur a l'intention de les employer.

Commençons donc par l'expression: *coexistence pacifique*. Il s'agit ici du nom d'un type défini de relations établies entre des États aux systèmes économiques, politiques et sociaux différents, ce type étant caractérisé par au moins deux traits qui sont les suivants:

1) Il s'agit de relations qui interviennent entre des États aux systèmes économiques, politiques et sociaux *différents*. Dans le cas contraire, le mot «coexistence» serait dépourvu de tout sens et il suffirait de parler de l'état de paix entre des États. C'est ainsi que nous ne parlons pas d'une coexistence pacifique entre, par exemple, la France et l'Angleterre, mais d'un état de paix qui dure entre ces États depuis l'époque des guerres napoléoniennes. Par contre, nous parlons d'une coexistence pacifique entre, par exemple, l'Angleterre et l'Union Soviétique; nous constatons alors, d'une part, que ces États ne se font pas la guerre et, d'autre part, qu'ils diffèrent par leur régime, possédant de ce fait des caractéristiques qui les *opposent* l'un à l'autre et peuvent dégénérer en conflit. Et c'est pour cette dernière raison que nous ne disons pas tout simplement que ces états *existent* et persistent en état de paix, mais qu'ils *co-existent*.

2) Il s'agit de relations *internationales* caractérisées par l'exclusion de la guerre et en général du recours à la violence en tant que mode de règlement des différends et conflits surgis entre les États sur les plans politique, économique, idéologique, etc. Il y a lieu d'indiquer que ce type de relations, les États ont été contraints de l'accepter par suite du développement des moyens de destruction qui sont tels qu'à notre époque il ne pourrait y avoir de vainqueur dans le cas d'une guerre totale, celle-ci signifiant par contre l'anéantissement du genre humain, voire même la disparition de la vie biologique sur le globe terrestre. Dans ces conditions, la «victoire»

cesse d'être avantageuse et la guerre mondiale devient non seulement une entreprise hasardeuse, mais carrément de la démence. Il est vrai que la guerre, de même que la démence, ne peut pas être exclue, mais son irrationalité comporte des implications politiques dont nous retrouvons les effets dans la fortune mondiale à laquelle la conception de la coexistence pacifique est parvenue ces dernières années.

Quelle signification revêtent dans ce contexte l'expression «confrontation idéologique», ainsi que sa forme plus radicale «conflit idéologique»?

En premier lieu, il y a lieu d'affirmer que la coexistence idéologique, dans le sens de cette expression rappelé ci-dessus, *implique* l'opposition idéologique, voire même l'antagonisme, des relations établies entre les États qui pratiquent la politique de coexistence pacifique. En effet, dans des conditions définies, soit on peut renoncer à l'emploi de la violence dans les relations avec les autres États, soit on peut y être contraint par des conditions objectives (en particulier par la technique de la guerre moderne); néanmoins, on peut continuer d'exister en tant qu'État sans perdre les traits distinctifs du système auquel on appartient. Il est par contre impossible de renier sa propre idéologie (c'est-à-dire les opinions et les attitudes qui, sur la base du système de valeurs choisi, déterminent les activités sociales visant à réaliser des objectifs définis du développement social) sans perdre sa propre «personnalité», c'est-à-dire sans supprimer les traits caractéristiques du système auquel on appartient.

Dans le cas où *de différents* types de systèmes antagonistes existent, ce genre de renoncement équivaut à la *capitulation* devant l'adversaire ou le concurrent, capitulation à laquelle aucune personne ne consent de plein gré aussi longtemps qu'elle partage effectivement les opinions concrètes et qu'elle accepte les attitudes concrètes liées à l'activité sociale des hommes, c'est-à-dire aussi longtemps qu'elle se sent liée à une idéologie définie.

La situation du monde contemporain se caractérise par l'existence d'États aux systèmes sociaux non seulement différents, mais même adverses. Qu'il suffise de mentionner la question de la propriété privée avec toutes les conséquences politiques et sociales qui en découlent. L'existence, d'une part, d'États socialistes, c'est-à-

dire de pays où la propriété privée des moyens de production a été supprimée et, d'autre part, d'États où cette propriété n'a pas été abolie et qui continuent à être capitalistes, ne serait-ce que dans ce sens, est non seulement l'effet de différentes idéologies, mais aussi la cause de nouvelles différences idéologiques. Croire qu'il est possible de supprimer ou de modifier *ad libitum* ces différences profondément ancrées dans les systèmes de valeurs acceptés par les sociétés, c'est dans la meilleure des hypothèses commettre une naïveté politique. Personne ne soupçonne les Américains de vouloir ni d'être capables de renoncer à leur conception de l'«*american way of life*» au nom de la conviction que la coexistence pacifique est dans les conditions actuelles une nécessité.

De même, personne ne pense sérieusement que les catholiques fervents renieront leur foi uniquement parce qu'ils acceptent les thèses sur la coexistence pacifique contenues dans l'encyclique *Pacem in terris*. Alors, pourquoi existe-t-il des personnes «naïves» qui considèrent qu'on est en droit de reprocher aux communistes de ne pas vouloir renoncer à leur idéologie, bien qu'ils proclament la nécessité de la coexistence pacifique? On ne peut que déplorer l'ignorance de ceux qui formulent ou soutiennent de tels «reproches».

La relation des contradictions et des conflits idéologiques avec la politique de coexistence pacifique ne se manifeste pas seulement dans le fait que la coexistence pacifique *implique* ces différences, que, sans ces dernières, il ne pourrait être question de la *coexistence* pacifique des États aux systèmes différents, mais également dans ce fait que la coexistence pacifique *renforce* le rôle et l'importance de l'idéologie dans la vie des sociétés.

Dans la conception traditionnelle, les conflits d'intérêts et de buts des différents États donnaient également lieu à des conflits dans la politique étrangère, voire même à la guerre. C'est dans ce sens que Clausewitz disait que la guerre est le prolongement de la politique étrangère de l'État, à l'aide d'autres moyens. Nous voici vivant à présent dans un monde de «coexistence pacifique», politique pratiquée non pas par amour de la vertu, mais par nécessité, c'est-à-dire dans un monde où les différences et les conflits d'intérêts n'ont nullement disparu, mais où le traditionnel prolongement de la politique étrangère à l'aide de «d'autres moyens» est supprimé, ou du moins se heurte à d'énormes difficultés. Cet état de choses a

pour conséquence le déplacement du conflit sur un autre plan. En effet, il serait naïf de croire que le conflit *d'intérêts* objectivement existant disparaîtrait, ou qu'il ne se manifesterait pas sous une autre forme, dès l'instant où la technique de l'arme moderne d'extermination massive élimine la guerre en tant que prolongement de la *politique*, bien qu'elle ne l'exclue pas en tant que manifestation de la démence. La guerre *idéologique* est un genre d'*Ersatz* de la guerre, dans le sens physique.

Il fut une époque, immédiatement après la dernière guerre, où des auteurs, d'autre part sérieux, proclamaient la thèse de «la fin du siècle de l'idéologie». Bien que cette thèse provint elle-même de l'arsenal des idées et que son tranchant fut dirigé contre une idéologie déterminée: le marxisme, il y a lieu d'affirmer que, non seulement elle est erronée, mais encore qu'elle manque exceptionnellement de sérieux. Et ce, du point de vue tant de l'observation des faits que de l'analyse de toute la situation et des perspectives de son évolution future. Si l'on exclut la possibilité de faire appel à la guerre pour résoudre les conflits issus en premier lieu des systèmes différents des États, ne subsiste-t-il pas en tant qu'unique possibilité importante une lutte dont le but est de conquérir les esprits et les coeurs humains, la lutte idéologique? D'autant plus que cette lutte se livre aujourd'hui à une échelle réellement mondiale, qu'elle a pour enjeu, non seulement les sociétés propres des acteurs principaux dans cette arène de combat, mais aussi le Troisième Monde dont l'importance grandit de jour en jour. Évidemment, mieux vaut lutter à l'aide de mots et d'idées que se combattre à l'aide de bombes atomiques, mais cette lutte idéologique est dans un certain sens plus acharnée et, en tout cas, plus sérieuse. Le jeune Marx, déjà dans la première moitié du siècle dernier, écrivait à ce sujet ce qui suit: «Nous sommes profondément convaincu que ce ne sont pas les *tentatives pratiques*, mais *l'extension théorique* des idées communistes, qui constitue le véritable *danger*, car il est possible de riposter par les *canons* aux tentatives pratiques, même aux *tentatives des masses* quand elles deviennent dangereuses. Cependant, les idées qui se sont emparées de notre esprit et ont gagné nos sentiments, les idées auxquelles notre conscience s'est attachée par l'entremise de la raison, ce sont là des liens qu'on ne peut briser sans briser son coeur, ce sont des démons dont l'homme ne peut

trionpher qu'en se soumettant à eux» (Karl Marx, *Le Communisme et l'«Allgemeine Zeitung» d'Augsbourg*).

Il serait difficile d'exprimer cette pensée avec plus de beauté et de précision. Il est également impossible de qualifier autrement que de superficielles les opinions de ceux qui, après Marx et l'essor de la sociologie contemporaine de la connaissance, ne comprennent pas les racines et les fonctions sociales de l'idéologie, les opinions de ceux qui, à une époque non seulement favorable, mais qui oblige au développement de l'idéologie en tant qu'arme de la lutte sociale et politique, parlent de sa fin. Diagnostic nettement faux, mais à la fois dangereux eu égard à la confusion qu'il sème dans les esprits. Il n'est pas de pire politique que celle de l'autruche, il n'est pas de rapport envers la réalité objective plus erroné que la tentative de ne pas regarder celle-ci en face. Aussi, ce qui est dangereux dans l'actuelle situation mondiale, ce n'est pas le fait que les conflits sociaux gagnent en portée et en importance sociale, mais la tentative de nier des faits aussi évidents. Et comme les faits objectifs ont cette propriété particulière qu'ils ne disparaissent pas sous l'effet de grimaces forcées, il arrive souvent que l'échec d'une tentative de «conjurer» ces faits donne finalement lieu à de l'hystérie et à des lamentations: la situation réelle n'aurait prétendument pas d'issue. Et pourtant la situation n'est ni aussi bonne ni aussi simple que parfois on le dit, ni non plus aussi mauvaise et désespérée que parfois on le pense.

Les conflits idéologiques du monde contemporain ne sont que l'effet de l'existence objective d'*idéologies différentes*, c'est-à-dire de systèmes différents d'opinions quant aux buts du développement social; différences qui, dans un système défini de relations internationales, aboutissent à des *heurts* et *tensions*. Aussi, si un politicien proclame de nos temps que la coexistence pour être «réelle» doit non seulement exclure le recours à la violence dans les relations entre les États, mais aussi rejeter les conflits idéologiques, le heurt des idéologies différentes, ce politicien fait alors preuve, non seulement de faiblesse *théorique*, d'incompréhension envers les problèmes de l'idéologie, mais également de faiblesse *politique*. En effet, un politicien qui s'évade du monde réel pour se réfugier dans la sphère des rêves et des utopies est incontestablement un mauvais politicien. Une coexistence «réelle», dans le sens de la liquidation

des différences idéologiques, n'équivaldrait-elle pas à la suppression des différences de structure qui conditionnent les idéologies différentes, tout en étant – d'autre part – elles-mêmes conditionnées et secondées par celles-ci.

Rêver d'un monde organisé d'après un unique modèle, d'un monde dont disparaîtraient les différences entre les partisans et les adversaires de la propriété privée, les différentes conceptions de la démocratie et les différences de points de vue à ce sujet, les différences entre les partisans et les adversaires du colonialisme ou du néo-colonialisme, ainsi que quelques autres «vétilles» de ce genre, c'est là incontestablement un rêve noble et généreux. Les communistes, eux non plus, n'y renoncent pas dans leur vision du monde. Mais il n'est pas recommandé de confondre les rêves et les visions de l'avenir avec la réalité de notre temps, sous peine d'embrouiller un tableau suffisamment confus, sous peine d'entraver une politique réaliste. En tout cas, un politicien ne devrait pas agir de la sorte.

Devons-nous conclure que les conflits idéologiques sont inévitables? Devons-nous conclure que la politique de la coexistence pacifique, en renforçant le rôle de l'idéologie dans la vie sociale, entraîne inévitablement l'aggravation des conflits idéologiques dans le monde contemporain, que ce sont là les implications idéologiques finales de cette politique?

Cette fausse suggestion naît dans la pensée quand on accepte *ex definitione* que la coexistence *réelle* consiste à surmonter entièrement les différences et les conflits idéologiques dans les rapports entre les États, c'est-à-dire à obtenir dans les relations entre les *sociétés* ce qu'il est impossible d'obtenir *au sein* de ces sociétés. En s'opposant à cette thèse fausse, on met en relief l'antagonisme idéologique de la situation internationale actuelle, et, en défendant la politique de la coexistence pacifique, on affirme aussitôt que la coexistence pacifique est impossible dans le domaine de l'idéologie. Cette thèse-ci, formulée dans des termes aussi généraux, est fausse elle aussi; en tout cas, elle peut induire en erreur, car elle n'indique pas en les dégageant nettement les implications idéologiques de la politique de coexistence pacifique.

Si la thèse «la coexistence est à éliminer du domaine de l'idéologie qui n'admet que la lutte» est énoncée en tant que protesta-

tion contre la thèse «la coexistence réelle consiste à repousser toute lutte, y compris la lutte idéologique», il convient dans ce cas d'y souscrire. Mais, en même temps, il y a lieu de voir et de souligner les autres aspects du problème. En effet, l'expression «coexistence pacifique» possède au minimum trois significations, le postulat formulé par les partisans de la coexistence dite «réelle» de renoncer aux différences idéologiques n'étant qu'une de ces significations.

Cependant, ce n'est pas parce que nous rejetons l'une des acceptions possibles de l'expression «coexistence pacifique» que nous devons omettre les autres; cette omission serait d'autant plus inadmissible que ces autres acceptions désignent des phénomènes qui apparaissent réellement dans la vie en tant, entre autres, que l'un des effets de la politique de coexistence pacifique.

Il s'agit donc ici en premier lieu de la *tolérance*. Dans ce sens, la «coexistence pacifique» ne signifie pas l'abjuration de ses opinions personnelles, ni l'abandon de la lutte pour la victoire. Il s'agit là d'une chose infiniment plus modeste, mais par contre infiniment plus importante dans son réalisme, il s'agit de reconnaître que nous ne détenons pas à nous seuls le monopole de la vérité. La reconnaissance de ce fait entraîne d'importantes conséquences. En premier lieu, le désir de *comprendre* les opinions de l'adversaire, car on ne conclut pas qu'elles sont fausses pour l'unique raison, qu'elles sont énoncées par l'adversaire. En second lieu, le désir de découvrir les problèmes réels dans les opinions avancées par l'adversaire, même si nous ne souscrivons pas à la solution qu'il propose; en effet, la découverte d'un nouveau problème est, du point de vue scientifique, souvent aussi importante et stimulante que sa solution partielle. En troisième lieu enfin, le désir de découvrir une vérité partielle dans les opinions de l'adversaire, si une telle vérité y est contenue. Tout ceci paraît d'une extrême modicité; et pourtant combien sont importantes les conséquences d'une tolérance ainsi conçue pour les possibilités de communication et d'entente entre les hommes! A l'époque actuelle, caractérisée par des antagonismes idéologiques acérés que nuancent de surcroît des facteurs émotifs, la politique de coexistence pacifique recèle une importance décisive pour l'épanouissement de la tolérance. Ne serait-ce que grâce à l'extension de la *collaboration* dans le domaine de l'idéologie. Et voici que nous pénétrons dans le domaine de la troisième significa-

tion de l'expression «coexistence pacifique». Il est significatif que ce sont les partisans de la thèse que la coexistence ne peut pas exister sur le plan de l'idéologie qui sont les adeptes les plus fervents de la *collaboration* dans ce même domaine; fait qu'atteste la pratique des échanges et de la collaboration internationale dans les différents domaines de la science, de la culture et de l'art d'une résonance idéologique. Et pourtant cet état de choses implique une certaine contradiction. Car enfin la *collaboration* est une réalité supérieure à la *coexistence*, c'est-à-dire l'existence *simultanée*. Donc, celui qui se prononce contre la coexistence tout en pratiquant une collaboration active se contredit lui-même, bien qu'il ne s'en aperçoive pas. L'une des conséquences importantes de la politique de coexistence pacifique est d'inciter les créateurs à nouer de nombreux contacts personnels, donc à élargir leur collaboration.

Il suffit que ces échanges et cette collaboration prennent un peu d'ampleur pour que les hommes s'aperçoivent sur le champ, même dans le cas où d'énormes préjugés existeraient de part et d'autre, que, non seulement ils ne portent pas de cornes, mais qu'aussi ils ont plus d'affinités qu'ils ne le croyaient. C'est que, même dans les domaines où elle assume un rôle considérable, l'idéologie ne comble pas la science et l'art au point d'exclure tout ce qui n'est pas elle. Même les domaines les plus idéologiques de la science et de l'art possèdent à certains moments de l'histoire des éléments communs. La découverte et la compréhension de ce fait banal, la réalisation de ses conséquences pratiques par les créateurs, tel est le sol le plus fertile pour l'épanouissement de la tolérance. C'est justement sur ce plan que la politique de coexistence pacifique possède des mérites qu'on n'apprécie pas assez.

Et voici que la base du *dialogue* a été créée. C'est là un des termes nouveaux, je dirai même: un des termes à la mode, de l'époque de la coexistence pacifique. Le mot «dialogue», pris dans son sens traditionnel et banal, désigne un entretien entre deux personnes, ou bien, dans son sens qualifié, la confrontation d'opinions différentes, voire même contradictoires. Aujourd'hui, ce mot a pris un sens politique: il désigne un échange de points de vue entre des groupes, éventuellement des camps, représentant des idéologies différentes et visant à une entente réciproque. Le mot «entente», par contre, ne désigne pas nécessairement l'obtention d'une com-

munauté de vues universelle, ce qui est dans la plupart des cas impossible, mais du moins une *compréhension* exacte des positions représentées par les parties pratiquant le dialogue, ce qui permet de trouver d'éventuels points de contact parmi les différences idéologiques. Car tel est le sens définitif du dialogue, son but.

Le dialogue implique donc l'existence de *différences*, du moins le dialogue pris au sens dans lequel il est actuellement employé dans la vie politique et idéologique. Mais ceux qui considèrent que le dialogue – justement en ce sens – ne peut avoir lieu que là où existent certaines *valeurs* penche de son côté, interprétant en fonction de son désir ses notions et postulats. Néanmoins, c'est une base *commune* qui sert faute de mieux et à laquelle on se cramponne comme à une planche de salut eu égard au danger qui menace de noyer les intérêts communes, reconnues par les parties en présence, ne se trompent pas. En effet, de même qu'il est impossible de tenir un dialogue dans le sens précisé de ce mot lorsque se manifeste une certaine unanimité, de même il est impossible de le pratiquer quand *seules* des différences et des oppositions apparaissent, quand *rien* ne lie les deux parties.

Les camps idéologiques qui procèdent actuellement à un dialogue doivent avoir un minimum commun: reconnaître les valeurs humaines comme fin supérieure de l'activité de l'homme; autrement dit, reconnaître que le *summum bonum* de l'homme est l'homme, et par conséquent que le but immédiat de la lutte *commune* est de créer les conditions requises pour la survivance de l'humanité et de sa civilisation, autrement dit: qu'il s'agit de la lutte *pour* la paix.

Telle est la base commune de ce que nous appelons aujourd'hui un dialogue entre l'humanité dans le chaos des conflits de notre époque.

C'est une base très générale qui, tout en donnant libre champ aux différences de tous genres et même aux conflits idéologiques, lie néanmoins suffisamment pour permettre l'entente et empêcher la confusion des langues de transformer le monde contemporain en une tour de Babel.

Le communiste trouve une langue commune avec le partisan fervent du régime de la propriété privée, l'athée avec le croyant, le partisan de la société dirigée avec le libéral extrémiste, etc., etc., lorsqu'ils acceptent comme base commune *l'humanisme*, dans le

sens particulier de ce mot. J'admets que cette base est fragile et très vacillante, car chacun veut qu'elle penche de son côté, interprétant en fonction de son désir ses notions et postulats. Néanmoins, c'est une base *commune* qui sert faute de mieux et à laquelle on se cramponne comme à une planche de salut eu égard au danger qui menace de noyer l'humanité dans le chaos des conflits de notre époque.

Aussi nous y cramponnons-nous. Chacun à sa manière, chacun l'exploitant comme il peut; néanmoins nous nous y cramponnons. Certains affirment que, s'il en est ainsi, c'est grâce à la *politique de la culture*, c'est-à-dire que la communauté de la culture, dont les élites intellectuelles des sociétés contemporaines sont pleinement conscientes, permet de trouver une langue commune aux hommes et aux sociétés déchirés par les conflits idéologiques et politiques. Il semble que cette thèse contienne un grain de vérité: la communauté culturelle assume certainement un rôle important dans la construction d'une plate-forme humaniste commune en présence du danger. Mais il semble également qu'elle pêche contre la mesure: il n'est pas vrai que les élites culturelles soient dans les différentes sociétés isolées de la vie de ces sociétés, en particulier de la politique. Au contraire, elles sont plongées dans cette vie jusqu'aux oreilles, elles sont le produit de celles-ci, et non seulement des créateurs. La sociologie contemporaine de la connaissance ne laisse subsister aucun doute à ce sujet, bien que ses auteurs, comme par exemple Mannheim, aient eux-mêmes cherché à se protéger du gouffre du relativisme en se réfugiant dans un rêve utopique sur une *intelligentsia* qui ne subirait pas les lois générales de la connaissance dans la société. La théorie, certes, mais surtout la pratique démontrent que les intellectuels, ceux qui ont pour mission de créer la politique de la culture, dans la plupart des cas se laissent entraîner par les tourbillons de la politique générale et, pour comble de malheur, forment des politiciens inhabiles.

Et ne serait-ce que pour cette raison, il faut fonder ses espoirs, non pas sur la *politique de la culture*, bien que nous apprécions à sa juste valeur le rôle de la communauté culturelle dans les processus sociaux contemporains, mais sur la *culture de la politique*, ou même des *politiciens*. C'est de cela qu'il s'agit avant toute autre chose: d'une politique de la *lumière*, d'une politique *intelligente* et

en ce sens culturelle; d'une politique qui, en tirant les conclusions adéquates de la réalité, de la répartition réelle des rapports et des forces, visera à écarter le danger mortel actuellement suspendu au-dessus de l'humanité: la guerre, créant sur la base de l'humanisme les perspectives du développement pacifique de l'humanité. Cette solution n'est ni facile, ni simple, ni rapide. Mais c'est l'unique solution réelle, et par conséquent bonne.

Dans un tel contexte, les catégories de la coexistence pacifique, du conflit idéologique et du dialogue révèlent un nouvel éclat. Et ce d'autant plus que, conçues dans ces termes, elles ouvrent également la vie à de nouvelles perspectives.

Que la vision du monde serait donc sombre si l'unique constatation que nous puissions faire à son sujet était qu'il est déchiré par des contradictions idéologiques et que la coexistence pacifique aggravera cet état de choses puisqu'elle renforce le rôle de l'idéologie!

Si, toutefois, ce dernier effet n'est pas l'unique fonction de la coexistence pacifique, c'est, entre autres, grâce au développement du dialogue. Nous avons déjà parlé de certains de ses produits tels que la collaboration et la tolérance. Cependant, la coexistence étend son action sur une plus grande surface et agit plus en profondeur, créant ce qu'il est convenu en général d'appeler le *rapprochement* des sociétés, et ceci tant sur le plan politique et idéologique que sur les autres plans.

La coexistence pacifique signifie également une émulation entre les systèmes sociaux différents, elle est la forme de la *tutte* qu'ils ont engagée, étant entendu que cette lutte se livre à l'aide de moyens autres que ceux dont dispose l'arsenal traditionnel. Si l'on ne peut pas contraindre par la violence les hommes à se plier à la volonté d'une des parties en présence dans le grand différend historique de notre époque, il faut alors les convaincre, les gagner à sa cause. Par les paroles et par les actes. En effet, la propagande, même la plus parfaite, se révèle insuffisante lorsque la pratique la dément. C'est pour cette raison-là que les camps en présence sur le champ de bataille doivent, les uns et les autres s'appropriier, adapter, ce qui fait la force de la partie adverse, ce qui peut toucher les cœurs et les esprits, ce qui peut les gagner. Mais, de ce fait, ces camps se rapprocheront l'un de l'autre, s'identifieront en évoluant. La coexistence pacifique, en renforçant le rôle de l'idéologie et de ce fait, en

aboutissant à l'aggravation du conflit idéologique dans le monde actuel, ouvre en même temps la voie à la perspective du *rapprochement* des nations. Sur le plan idéologique par le dialogue et la tolérance, sur le plan pratique par l'imitation de part et d'autre de ce qui est le meilleur et le plus fort chez le concurrent. C'est pour cette raison-là que la coexistence pacifique équivaut à une possibilité énorme dans l'évolution de l'humanité, possibilité de la marche pacifique et toujours en évolution sur la voie indiquée en premier lieu par les nécessités qu'implique le mode de production. Ce n'est là qu'une possibilité, et non pas une garantie, mais elle représente à elle seule pour l'humanité une telle importance qu'elle mérite que se déploient tous les efforts et tous les dons des hommes en vue de la transformer en réalité.

